

---

BUENOS AIRES - Séance publique sur la gouvernance de l'Internet

Lundi 22 juin 2015 – 18h15 à 19h30

ICANN – Buenos Aires, Argentine

NIGEL HICKSON:

Mesdames et Messieurs, nous allons continuer notre séance dans deux minutes. Nous vous prions de bien vouloir prendre place. La séance va commencer très bientôt – d’ici peu.

Mesdames et Messieurs, bonjour. Nous sommes tous là pour la séance publique sur la gouvernance de l’Internet. Si vous ne venez pas, vous allez être déçus !

Je vais dire quelque chose maintenant – bon, je vais dire deux choses. Nous avons un document avec les antécédents concernant l’ordre du jour et cela concerne différents thèmes sur la gouvernance de l’Internet. Je vais le mettre sur la table à côté de l’eau.

Nous avons aussi un calendrier pour le processus de WSIS, et je vais le mettre aussi à côté de l’eau. Donc, ne partez pas tous, s’il vous plaît, parce que si tout le monde veut du papier, il faut y aller, mais sinon, vous avez tout cela avec un ordre du jour avec un lien virtuel. Sinon, je vais mettre tout ça à côté de l’eau.

BILL DRAKE:

Bonjour à tous. Je m’appelle Bill Drake. Je suis enseignant à l’Université de Zurich et je suis président de l’Unité constitutive des

---

*Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.*

---

parties prenantes non commerciales. C'est une – nous sommes dans une séance publique sur la gouvernance de l'Internet et nous allons donc voir un travail qui dépasse les frontières de l'ICANN. Nous avons beaucoup de choses à aborder aujourd'hui et nous avons que 75 minutes. Nous allons essayer d'être bref, de travailler rapidement, de façon concise et nous allons essayer de donner l'occasion d'avoir un débat ouvert. Nous avons divisé ceci en deux parties.

La première concerne la WSIS+10, c'est-à-dire le sommet mondial sur la société de l'information. C'est le dixième anniversaire. Nous aurons ensuite une autre partie où nous aborderons d'autres questions concernant la gouvernance de l'Internet et qui ont eu lieu dans différents lieux. Cela – les présidents pour cette séance seront Bill Drake et Peter Dengate Trush, qui est président du Conseil d'administration de l'ICANN – ancien président du Conseil d'administration de l'ICANN.

Il y a beaucoup de thèmes sur la gouvernance de l'Internet, et il y a de nouvelles – de nouveaux acronymes à apprendre.

Nigel a préparé un document avec les antécédents qui se trouvent aussi sur la page Web. Il y a là différents éléments qui ont eu lieu dans des forums internationaux, qui seront utiles pour vous, pour que vous puissiez suivre, enfin, tous les détails. Je vois beaucoup de personnes qui savent de quoi on parle lorsque l'on dit « WSIS ». Je pense que nous ne sommes pas trop obligés de donner trop de détails là-dessus, ce qui est merveilleux. Mais nous pouvons regarder ce document préparé par Nigel et voir le calendrier pour l'évolution de cette

---

révision de la WSIS+10. Je ne vais pas dire que tous ceux qui sont à mes côtés sont des membres du panel parce que les gens qui vont parler ici vont le faire très rapidement pour stimuler ou pour susciter un débat avec toutes les personnes ici présentes.

Nous avons Marilyn Cade de l'Unité constitutive des entreprises, Matthew Shears du Centre pour le développement des technologies, Marilia Maciel de la NCUC, il y a aussi Wolfgang Kleinwachter du Conseil d'administration de l'ICANN, Bertrand de la Chapelle qui a fait partie du Conseil d'administration et qui fait maintenant partie du projet de juridiction, et Megan Richard de la Commission européenne et Jim Olufuye... ? Est-ce qu'on prononce comme ça « Olufuye » ? De l'Unité constitutive d'entreprises de l'Afrique.

Vous savez que le Sommet mondial de la Société de l'information a eu lieu entre 2002 et 2005 et il s'est occupé de questions de la gouvernance mondiale et de la société de l'information. Dans ce contexte, dans le contexte de cette réunion, la gouvernance de l'Internet a commencé à prendre une importance politique croissante et le thème est devenu petit à petit un thème un peu trop complexe, un peu trop compliqué, quand on a commencé à parler de ce système de gouvernance mondiale. Il y a eu, il y a peu de temps, un sommet en Tunisie, en 2005, qui a donné lieu à un accord international. L'Agenda de la Tunisie – du Tunis, pardon, a établi certains critères pour la gouvernance de l'Internet – a donné une définition de la gouvernance de l'Internet et a établi un forum de gouvernance d'Internet qui devrait poursuivre le dialogue pour la coopération avec toutes les parties concernées et les ressources critiques de l'Internet. Dix ans

---

plus tard, nous sommes là. Et les Nations Unies font le bilan de tout ce qui a été fait. Il y a eu la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies de juillet 2014. Il y a eu une résolution qui établissait le besoin de faire une réunion de haut niveau de deux jours à New York en décembre de cette année pour évaluer le projet présenté dans la réunion de WSIS+10. Et cela a donné lieu à un document intergouvernemental où il y a toute une série de réunions qui sont définies à Genève et qui sont en rapport avec la Commission de la séance et de la technologie au service du développement ainsi que dans la Ville de New York pour préparer tout ce processus.

Une fois dit tout ceci, nous allons commencer par vous demander à vous tous où nous en sommes dans le processus de préparation pour le WSIS+10 qui a eu lieu à New York la semaine dernière, quelles sont été les modalités de participation pour les acteurs non gouvernementaux, quand nous devons y participer comme membres, ainsi de suite, et ce que cela peut enfin avoir par rapport à notre travail avec l'ICANN, la gouvernance de l'Internet, ainsi de suite. Nous allons commencer donc par Marilyn Cade qui a été présente dans la réunion de New York et qui a fait ce merveilleux document et qui peut nous en parler un tout petit peu.

Marilyn.

MARILYN CADE:

Merci, Bill, et merci à tous d'être ici parmi nous à 6 h du soir. Nous allons essayer d'avoir une séance interactive, intéressante.

---

Lorsque j'ai commencé à participer dans le monde de l'Internet, il y avait quatre millions d'utilisateurs. C'était un réseau de recherches. Je vois des personnes ici dans la salle qui ont été dans le nombre de ces chercheurs qui ont aidé, qui ont apporté l'information à cette étape de ce réseau naissant. Lorsque nous avons lancé l'ICANN en tant que concept, il y avait 179 millions d'utilisateurs de l'Internet. Lorsque nous avons – et je continue à parler de lancement ; j'utilise ce mot parce que lorsqu'on a lancé la Société de l'information, il n'y avait même pas 500 millions d'utilisateurs. Je crois donc que le rôle, la mission de l'Internet ont beaucoup changé. Et la vision de la société de l'Internet qui a été créée à la deuxième étape du WSIS+10, c'est ce que nous allons réviser à New York lorsque nous assisterons à une réunion de haut niveau en décembre lors de l'Assemblée générale des Nations unies et que nous réviserons les progrès faits dans le monde, en comparaison avec les promesses qui ont été faites et les engagements pris dans l'Agenda de Tunis.

Il semble parfois qu'au sein de l'ICANN, nous nous concentrons, nous nous focalisons tellement sur ce que nous faisons, à savoir travailler sur la partie technique, les indicateurs uniques – identificateurs uniques de l'Internet sont bons, qu'ils fonctionnent correctement, qu'ils puissent être élargis et qu'ils soient accessibles. Et bien des fois, nous oublions que le monde est beaucoup plus vaste. Le citoyen – monsieur tout le monde veut savoir s'il peut se servir de l'Internet ou pas. Et il ne s'intéresse pas à savoir quelle est la prochaine version des protocoles d'Internet et combien de chiffres il peut y avoir. Je sais que cela vous intéresse parce que vous venez du monde de la technique.

---

Mais ce que nous allons revoir en décembre concerne l'utilisation, l'emploi et les bienfaits de l'utilisation de l'Internet et n'est pas tellement en rapport avec l'infrastructure en elle-même.

Ce tableau que j'ai conçu, préparé n'a d'autres buts que de donner une idée du processus de révision du WSIS+10 qui va de juin jusqu'à la réunion de décembre. On l'a publié sur le site Web de l'ICANN, et c'est quelque chose qui pourrait être modifié sans problème. Il y a des modifications qui peuvent représenter davantage de réunions ou moins de réunions, mais ce qui est important, c'est que nous puissions comprendre que la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies 68/302 permet aux états membres des Nations unies, mais aux parties prenantes à faire des contributions pendant cette période de consultations publiques. Mais cela doit être considéré très différent d'un processus normal, le processus que nous voulons voir lorsque nous assisterions à une réunion de l'ICANN.

Mais s'il y a une possibilité de faire des contributions, c'est sur cela que je veux me focaliser.

Nous allons ensuite voir comment les parties prenantes de l'ICANN peuvent participer. Ce processus a été lancé le 1<sup>er</sup> juin et on a indiqué deux cofaciliateurs. C'est – le premier carré bleu que vous avez là, vous pouvez le lire. Je vais aller vite – mais vous pourrez peut-être vouloir comprendre, si vous avez la copie imprimée dans la partie supérieure, vous avez le site des Nations unies où l'on peut continuer à voir des mises à jour. C'est là que l'on peut voir les modifications.

---

Le 1<sup>er</sup> juillet, il y aura la première réunion des états membres pour la préparation.

La deuxième réunion aura lieu le 2 juillet pour les parties prenantes. Alors, si vous êtes une partie prenante et vous n'êtes pas un gouvernement et que vous voulez y participer, vous devez le faire à cette réunion-là. Vous devez présenter la nomination d'un porte-parole ou de quelqu'un que vous pourriez recommander au Comité de sélection des orateurs entre aujourd'hui et demain. Il y aura ensuite une élection. Il va falloir enregistrer son nom pour les consultations. Il y aura un nombre limité de places disponibles, mais les parties prenantes auront leur possibilité de participer. C'est une consultation, ce n'est pas une réunion pour la prise de décisions, c'est-à-dire que tout le monde pourra faire des déclarations de trois ou quatre minutes et quand cela sera fini, les cofacilitateurs et les représentants du président de l'Assemblée générale des Nations unies, le Personnel et le Secrétariat présenteront quelques idées sur la manière, dont les parties concernées pour en faire leur présentation. Les présentations écrites seront admises aussi. Vous pouvez peut-être le faire en tant qu'une organisation individuelle, une OSG, ou comme une entité commerciale ou comme une chambre de commerce.

Les gouvernements auront aussi deux cofacilitateurs, l'un de la Lettonie et l'autre de l'UAE qui fera les consultations aux états membres.

---

Ces deux processus vont être liés. Mais la diffusion à l'extérieur avec la participation des parties prenantes sera mise à jour par l'intermédiaire de la présidence de l'Assemblée générale.

En septembre, on passera la présidence de l'Ouganda au Danemark et on commencera l'Assemblée générale # 70. Entre ce moment-là – entre maintenant et le 2 juillet, nous aurons tout ce moment où nous établirons la version préliminaire zéro. Cette version préliminaire permettra aux états membres de faire une autre consultation et là, nous allons voir s'ils sont d'accord sur cette version préliminaire, si l'on va apporter des modifications, inclure des points qui ne sont pas là. Et les parties prenantes, ceux qui assisteront à l'IGF, ceux qui viennent à l'ICANN, nous pourrions participer autrement. Et si vous voulez faire des commentaires, vous pouvez le faire aussi par écrit. Mais vous pouvez le faire autrement : vous pouvez vous réunir, aller voir vos gouvernements, chacun dans son pays, et parler avec le représentant des affaires étrangères qui établit la liaison avec le représentant à New York pour voir ce que les parties prenantes voudraient voir impliquer dans la documentation ou dans la réflexion du WSIS.

Ce que vous devez retenir, c'est qu'il ne s'agit pas d'un vote simple en décembre, aux Nations Unies. Ce que nous allons faire, c'est quoi quels ont été les progrès faits par toute la société de l'Internet, non seulement à l'ICANN, même si l'on va signaler ce qui s'est passé à l'ICANN et dans la Société de l'information et la transition de l'IANA.



---

Mais nous allons aborder des thèmes beaucoup plus complexes. Nous allons voir les utilisations de l'Internet, la sécurité, quelle est l'approche utilisée pour la sécurité. On approche aussi ou on s'occupe aussi de la protection en ligne des enfants, quels sont les objectifs de développement durable sont intégrés ou ce que l'on appelle « l'Agenda pour l'après 2015 ».

Vous devez considérer cela et vous devez vous dire – vous devez savoir à quel moment vous devrez pouvoir présenter vos opinions. Lorsque je parle de l'ICANN, il faut savoir ce qu'elle peut fournir en tant qu'organisation. Mais comme ceci est en rapport avec le WSIS, la seule manière de faire des contributions n'est pas que l'ICANN. Il y a beaucoup d'autres questions à soulever. Il y a beaucoup d'autres modalités de participation. Vous pourrez participer au forum de la gouvernance de l'Internet. Vous pouvez faire des commentaires directs ou aller voir vos gouvernements. Certaines réunions qui apparaissent dans ce calendrier permettront de faire des débats séparés sur ces thèmes.

Lorsque nous considérons ceci et lorsque nous aborderons la séance de Q & R et que nous verrons comment vous pourrez participer à ces autres réunions dont je vous parle, je pourrai répondre à certaines questions sur les modalités de participation.

La réunion de haut niveau qui aura lieu en décembre doit être considérée comme une espèce de redoublement du Big-Bang qui a fait commencer l'univers. Il s'agit d'un débat beaucoup plus ouvert. Il faut voir les choses telles qu'elles se sont passées, comment nous

---

allons travailler après 2015 et dans les 15 années à venir pour que la Société de l'information et les avantages de la Société de l'information soient disponibles pour tous. Cela signifie que l'ICANN, en tant qu'organisation, a un groupe de commentaires – et l'ICANN a un rôle à jouer. Et vous, en tant que parties prenantes de l'Internet et dans le Forum de la gouvernance de l'Internet et ailleurs, vous avez beaucoup plus d'opinions et des opinions beaucoup plus vastes à exprimer. Nous allons donc un peu aider à guider le monde pour qu'il puisse bénéficier des objectifs du développement du millénaire des technologies de l'information et de la communication et comment la Société de l'information pourrait être conçue au-delà de 2015, au-delà – à l'horizon de 2030.

BILL DRAKE:

Excusez-moi, Marilyn, il y a d'autres personnes qui voudraient s'exprimer.

Je ne sais pas si quelqu'un veut répondre.

JIMSON OLUFUYE:

Merci beaucoup, Bill. C'est un vrai plaisir pour moi de participer à cette discussion parce qu'elle concerne ma région aussi bien que les pays en développement.

Lorsque nous parlons des bénéficiaires, nous devrions tenir compte de cela. Je veux exprimer ma reconnaissance pour les efforts de certaines personnes que j'ai vues ici, ayant participé à ce processus. Markus

---

Kummer qui était auparavant le président de l'IGF et Peter Major qui participe de façon active dans ce processus; il est maintenant président du CSTD, la Commission de la science et la technique au service de développement, ainsi que mon collègue iranien, mon collègue de l'Iran, monsieur Kavouss Arasteh.

Lorsque ceci a commencé, lorsque l'ICANN a commencé, comme Marilyn l'a dit, il y avait quelque quatre millions de personnes qui utilisaient l'Internet. Sur mon continent, il n'y avait pas du tout d'utilisateurs de l'Internet. Aucun. Entre ce moment-là, lorsqu'on a encouragé la pénétration de l'Afrique, on a vu augmenter en Afrique cette participation de 00, 5 %. Et maintenant, on se rapproche de 100 %. L'économie a beaucoup avancé. Nous étions au numéro 34 en Afrique et nous sommes maintenant au premier poste. Et tout cela est dû aux technologies de l'information et de la communication et aux objectifs du WSIS.

Lorsque l'on voit les mécanismes et les structures et les cadres dans lesquels on a travaillé, ces organisations et défendent tout cela. En Afrique, nous avons l'alliance des ccTLDs africains qui est l'un des résultats du WSIS.

Et des 6 pays qui avaient commencé en 2012, nous en sommes maintenant à 20 qui ont des PME et qui participent à des questions d'élaboration de politiques, l'accès à la largeur de bande et aux questions de la sécurité de l'Internet, le cyberdéli et des questions semblables.

---

Nous voyons donc qu'il y a beaucoup d'organisations qui soutiennent ce processus.

Il y a deux semaines, le 27 mai, j'ai dû faire une présentation à Genève, une présentation de haut niveau, et je ne pouvais pas voyager. Je me suis dit donc : « Je vais cela à distance – on m'a dit – Non, non, ce n'est pas possible. Il n'y a pas de fonctionnalités – Mais comment ça ? – j'ai répondu – L'ICANN possède tous ses moyens, toutes ses ressources. On le fait toujours – on le fait pour toutes ses conférences. Comment cela se fait-il qu'eux ne puissent pas se mettre en rapport avec l'ICANN pour trouver une solution à cette situation ? »

Voilà donc les brèches qui existent et que l'ICANN peut combler parmi d'autres grands bienfaits de l'utilisation de l'Internet.

Donc, le 2 juillet, je serai présent à New York pour la discussion qui sera entamée et là je serai dans une position désavantageuse parce que je n'aurai peut-être pas l'occasion de m'exprimer.

Alors, comment les pays en développement peuvent-ils participer de façon plus efficace ?

Il y a ici beaucoup d'outils, nous avons beaucoup de personnes, beaucoup de gouvernements qui croient, qui soutiennent l'approche multipartite. Nous pouvons convaincre la planète des bienfaits de cette approche. Nous avons en plus un bon produit et notre approche est vraiment très bonne.

---

Au Nigéria, dans mon pays, et je crois qu'en Égypte aussi, et dans d'autres pays africains, les gouvernements et l'[apport] des politiques – mais ils consultent toujours le secteur privé et d'autres parties prenantes. Il s'agit donc de maintenir ce processus.

BILL DRAKE:

Merci, Jimson.

Du point de vue de la Commission européenne, Megan, où vous pensez que nous en sommes par rapport à ce processus ?

MEGAN RICHARDS:

Mon prédécesseur – la personne qui m'a précédée, pardon, a couvert la plupart des sujets que je voulais couvrir. Ce processus, ce WSIS est très clair, mais il y a plusieurs points que je voudrais soulever. Un point concernant le rôle de l'ICANN. Pourquoi l'ICANN serait intéressé au processus WSIS ? Tout d'abord, nous sommes dans le contexte de la gouvernance de l'Internet. Bien sûr, le rôle de l'information de la Société de l'information est quelque chose qui nous affecte tous. Et le rapport du CSTD au cours des dernières années montre comment les choses ont changé au cours des dernières années, montre la croissance de l'accès à Internet. Cet accès à Internet est 20 fois plus important que dans les années passées dans les pays en développement. Ce qui est normal parce qu'ils ont commencé de zéro. Mais un aspect important est l'extension du mandat du FGI, et cela est très important, car ce sera discuté à New York. Les autres aspects concernent le développement, le déploiement de la Société de

---

l'information, le fait de s'assurer que les TIC puissent avoir un rôle, jouer un rôle dans l'atteinte des objectifs de développement durable. Beaucoup d'entre vous dans cette salle n'ont pas – votre rôle au sein de l'ICANN, mais à titre personnel, il y a donc une réunion de la Société civile, etc., mais ce n'est pas la seule occasion de participer. Le président de l'Assemblée générale peut identifier d'autres opportunités pour discuter avec les parties prenantes. Et c'est une opportunité qui peut être utile.

Un autre aspect qui est important, c'est le rôle du secteur privé. Comment le secteur privé peut contribuer à ces changements que nous avons vus au cours des dernières années, comment la société civile peut contribuer à atteindre certains de ces objectifs et bien entendu, le rôle des gouvernements dans les pays en développement et dans les pays développés. C'est intéressant que tout le monde puisse participer pour que ce changement puisse se développer.

Je ne crois pas avoir d'autres choses à dire, je pense que les personnes qui m'accompagnent ont des choses à dire. J'espère que nous allons avoir des discussions utiles et enrichissantes dans les mois à venir.

BILL DRAKE:

Merci beaucoup. Megan a établi un précédent de trois minutes et demie. Donc, je vais demander aux autres orateurs d'essayer de faire la même chose.

Bertrand de la Chapelle, s'il vous plaît.

---

BERTRAND DE LA CHAPELLE: Merci beaucoup.

Je vais faire une remarque rapide. On peut toujours penser ou voir le verre à moitié vide ou à moitié plein, il y a beaucoup de choses à mettre dans le verre à moitié vide en ce qui concerne le processus WSIS. Je participe à ce processus il y a longtemps et il n'y a pas grand-chose qui a pu être obtenu à partir – dans ce processus lui-même, mais plutôt à l'extérieur. Les processus intergouvernementaux n'ont pas produit grand-chose. Et pour être franc, je suis un petit peu frustré de voir que dix ans après, l'établissement de l'interaction multipartite du WSIS, les processus visés à mettre en place des processus gouvernementaux, intergouvernementaux. Voilà le verre à moitié vide.

Mais voyons maintenant le verre à moitié plein. Quelque chose de très important qui aurait eu lieu au cours des dix dernières années, c'est que la pratique des interactions multipartites s'est étendue. Et en partie, cela est dû au WSIS. Certains diraient que c'est la seule raison, mais aussi, cela est dû à la création du FGI, qui a établi une façon d'interagir entre les parties prenantes qui est tout à fait différente. Cela établit non seulement un forum, mais aussi des répliques de ce forum involontaires dans certaines espaces à travers le monde.

Dans les dernières années, la croissance de l'ICANN et la crédibilité croissante de l'ICANN ainsi que le fait que ce processus de transition est en place font bouger les problèmes les plus importants qu'on avait vus dans l'agenda 2005. Et cela fait que l'agenda soit moins focalisé sur l'ICANN qu'avant.

---

Cependant, le processus donne lieu à un résultat – à des résultats qui sont intéressants. Et pour affirmer que le pessimisme est un état d'humeur alors que l'optimisme est un état d'âme, je dirais que je vais encourager – vous encourager à ne pas passer trop de temps sur ceci. Ce serait une énergie mal dépensée et beaucoup d'entre nous savent de quoi je parle. Ce que je veux dire, c'est qu'il y a des acteurs, y compris certains acteurs qui se trouvent dans ce panel, qui consacrent beaucoup de temps à mettre la pression là où on doit la mettre. On soit s'assurer que le processus pour préparer tout cela soit aussi inclusif que possible. Il y a eu une réunion à Genève, co-organisée par l'ISOC et le CSTD, qui a facilité la coordination, nos discussions par rapport à ce que les gens de la communauté peuvent faire pour mettre la pression. J'espère que les gouvernements au niveau national mettent aussi la pression pour promouvoir des approches multipartites. Nous allons être la voix de leurs préoccupations dans leurs processus. Et le processus de préparation sera aussi ouvert que possible.

Le deuxième point. J'espère qu'il n'y aura pas de problème par rapport au mandat – à la reconduction du mandat du FGI. Il est important de continuer à encourager la réplique des FGI nationaux. Il y a une association qui a été créée pour soutenir le FGI qui encourage le développement de différents forums de dialogues sur la gouvernance de l'Internet. Et je voulais souligner qu'il y a un message subliminal qui doit être envoyé, qu'on doit faire passer. Si les gouvernements ne se mettent pas d'accord pour reconduire le FGI, je n'ai aucun doute que le FGI 2016 aura lieu quand même. Et je veux que



---

vous compreniez cette idée. Parce que c'est ça qui fait notre force. Le FGI doit continuer et aura lieu quoi qu'il en soit.

Et finalement, puisque la question de l'ICANN bouge un petit peu en dehors du centre d'attention, nous encourageons les gens à comprendre que l'ICANN gère la question ou s'occupe de la question de la gouvernance de l'Internet, mais l'enjeu est ce qui sera au cœur des problèmes que nous allons avoir au sein du WSIS. C'est la gouvernance par rapport à l'Internet. Des problèmes qui ne sont pas liés à ce que fait l'ICANN, mais plutôt à des problèmes qui n'ont pas des forums où ils peuvent être discutés de manière correcte. Cet agenda est difficile à gérer. Certaines conférences ont été mentionnées. Et le point-clé, c'est qu'il faudrait discuter comment – de comment transformer la prolifération d'événements en un travail permanent qui se poursuive dans le temps.

BILL DRAKE:

Merci beaucoup, Bertrand de la Chapelle.

Matthew Shears, vous serez le prochain.

MATTHEW SHEARS:

Merci, Bill. C'est un plaisir de me retrouver ici.

Le panel a couvert plusieurs des points que je voulais couvrir. Un petit peu d'histoire d'abord.

---

Il y a une confiance d'événements très intéressante par rapport à la gouvernance de l'Internet. Et quelque part, le débat sur la gouvernance de l'Internet peut, dans le contexte WSIS, être né à partir du rôle que jouait un gouvernement dans la gestion du DNS.

Le WSIS et l'ICANN est l'avenir de l'ICANN sont très liés. Et le rôle du gouvernement – et le rôle du gouvernement par rapport au DNS et par rapport au WSIS est un autre point de discussion cette année, car trois événements – il y a trois événements cette année : la transition de l'IANA, la révision WSIS+10 qui se focalisent sur la gouvernance de l'Internet et l'adoption d'objectifs de développement durable en septembre de cette année. Et ces trois points sont liés et très importants.

Quand on voit la transition de l'IANA, on en débat en détail – et on le fera au cours de cette année –, on parlera du rôle des parties prenantes. Mais on n'a pas parlé du rôle du Conseil d'administration, des ACs, des SOs. Et ce débat aura lieu à la fin de cette année. La révision WSIS+10 aura une discussion similaire par rapport au rôle des gouvernements, rôle des parties prenantes. Donc, ce type de discussion que nous avons dans cette bulle de l'ICANN aura lieu également dans un autre environnement.

Nous ne discutons pas de ces problèmes de manière isolée ; les problèmes sur la gouvernance de l'Internet continuent de faire l'objet de discussion à l'avenir. Et cela est important parce que cette année, on parle des objectifs de développement durable. Dans le passé, on a eu beaucoup de difficultés pour voir quel était l'objet du WSIS. C'était

---

l'objectif du développement. Aujourd'hui, nous parlons d'un ensemble nouveau d'objectifs de développement durable. Et ce sera très important pour nous en tant que communauté, en tant que communauté de l'ICANN et dans d'autres espaces, ce sera important de voir comment ces objectifs pourront – les TIC pourront contribuer à atteindre ces objectifs de développement durable. C'était l'objectif en 2003 et en 2005, que les TIC puissent contribuer à atteindre les objectifs du millénaire qui allaient de l'éradication de la pauvreté jusqu'à la création de villes durables. Tous ces objectifs de développement durable ont été possibles grâce aux TIC, aux technologies de la communication de l'information.

Il faut penser, donc, sur quoi vont se focaliser les discussions du WSIS 2015. Et c'est le rôle des TIC pour contribuer à atteindre ces objectifs de développement durable.

C'est le type de message que nous et les autres pouvons faire passer à New York.

Merci.

BILL DRAKE:

Merci beaucoup.

Marilia, vous avez été à New York, qu'est-ce que vous en pensez ?

---

MARILIA MACIEL:

Merci beaucoup, Bill. Je voudrais me centrer sur trois points fondamentaux. L'un d'eux concerne le contenu ; le deuxième, les processus et le troisième concerne l'évaluation qui est l'un des soucis du mandat de développement dans cette discussion.

En ce qui concerne le contenu, la substance, il est important que dans ce processus des révisions, il faille préciser que la vision ayant inspiré le WSIS il y a dix ans est toujours en vigueur. Et nous voulons donc avoir une société de l'information orientée à ce type de gouvernance. Nous devons chercher des moyens pour que cela devienne une réalité par l'intermédiaire des organisations gouvernementales et des non gouvernementales.

Les parties prenantes devraient contribuer pour matérialiser ces objectifs.

Que peut faire l'ICANN grâce à sa politique pour que nous ayons une société d'information centrée sur les personnes ?

Nous avons une discussion sur les politiques de l'ICANN et leur impact sur les personnes et les droits de l'homme. C'est un thème fondamental que nous devons aborder dans l'organisation.

Comment l'ICANN peut contribuer au développement ? Comment l'industrie du DNS peut être présente et peut être robuste, solide, créer des emplois et renforcer l'économie des pays en développement et des pays développés ?

Tout cela doit être abordé de façon beaucoup plus sérieuse.

---

Des recommandations ont été émises il y a quelques années sur la manière de rendre plus accessible le programme des nouveaux gTLDs pour ces régions moins favorisées du monde. Et la mise en œuvre n'a pas été réalisée de façon réussie.

Le deuxième commentaire concerne le processus. Bien sûr, nous avons entendu certains commentaires qui nous permettent d'exercer une pression sur la révision du WSIS. Il y a des réunions en présence qui nous permettent de faire des commentaires. Mais c'est surtout en processus intergouvernemental – nous ne savons pas si nos contributions seront prises en considération. Est-ce que ces commentaires seront intégrés dans la documentation qui sera produite là ?

Il faut que nous ayons une approche stratégique. Je pense que nous devons d'abord travailler de façon individuelle avec nos gouvernements et c'est fondamental, il faut travailler avec les délégations gouvernementales, il faut que nous nous en approchions pour qu'ils aient une vision plus ouverte et qui permette de travailler – de mieux travailler. Deuxièmement, nous devons travailler de façon intercommunautaire pour faire entendre une seule voix lorsque nous sommes d'accord sur certains points. Cela a été fait par l'ISOC, par le CDT ainsi que d'autres partenaires mondiaux. Je pense que c'est l'occasion pour l'ICANN de travailler de façon à pouvoir contribuer à ce processus.

Et par rapport aux questions politiques, je crois que l'Agenda de Tunis a eu deux résultats particuliers. Le premier, c'était l'IGF et le

---

deuxième, c'était l'élargissement de la coopération. Ce qui permet aux gouvernements de développer des politiques publiques au niveau international sur un pied d'égalité.

Il y a eu une entente à New York il y a deux semaines. J'ai été là. Il y a un accord entre les gouvernements pour dire qu'il y a eu un grand progrès avec l'IGF, mais que la coopération élargie n'a pas trop avancé. Ce débat sur la coopération élargie démontre une théorie qui dit que nous vivons dans des univers parallèles, d'après les recherches des spécialistes en physiques.

Il y a des personnes qui pensent que cette collaboration a été établie et qu'il y a eu une coordination entre les acteurs. Et un autre groupe pense que rien ne s'est passé. Je m'en remets au mérite de ces conversations.

Mais ce que je veux vous dire, c'est qu'il s'agit d'un thème qui réapparaît dans le processus du WSIS et c'était une condition pour renouveler le mandat de l'IGF.

Sommes-nous prêts à négocier et à discuter de tout cela ? Quelles sont les options qui nous sont offertes ?

Il se peut que rien ne se passe parce que je pense qu'il y a certains critiques que j'ai pour les pays qui proposent la coopération élargie. Ils ne nous proposent pas de modèle pour cette coopération élargie. Pour moi, cette coopération élargie, c'est une sensation du fait qu'il y a une insatisfaction par rapport à cela. Nous croyons qu'il y a des

---

problèmes de juridiction. Nous croyons que la gouvernance de l'Internet distribuée est une conception fallacieuse.

Il y a ces grandes entreprises concentrées dans certains pays développés du monde et qui se centrent sur des questions fiscales et ainsi de suite avec une liste interminable.

Donc, certaines critiques sur l'insatisfaction générale peuvent être basées sur les faits, mais il faut que nous présentions un modèle à coopération élargie et le débat y afférant ne nous mènent nulle part à la fin de l'année. Mais il faut que nous arrêtons ce débat ; le débat ne peut pas se produire de cette façon. Il faut trouver une alternative. Les processus tels que l'IGF ne peuvent pas faire – être des otages de la coopération élargie. Il y a des parties du monde qui ont une position d'inclusion de plus en plus grande dans la société de l'information, mais cela ne correspond pas à la réalité d'autres parties du monde et pour des motifs variés. Il faut dire ce que l'on fait. Il faut voir ce que l'on dit et ce que l'on défend. Nous voulons présenter quelque chose qui est précieux pour nous, c'est le caractère mondial, le caractère universel de l'Internet. Il se peut que nous risquions quelque chose en cours de route, mais il se peut qu'au point de vue de la fragmentation légale de techniques, nous ayons des problèmes. Et dans le processus du WSIS, nous devons trouver une plateforme pour un dialogue franc, ouvert et honnête. Je crois que ce dialogue s'est produit de différentes manières dans d'autres instances. Il y a de la place pour l'homme.

---

**BILL DRAKE:** Merci, Marilia. Nous sommes dans des univers parallèles et nous n'allons nulle part. Mais maintenant, nous allons écouter monsieur Kleinwachter.

**WOLFGANG KLEINWACHTER:** On a dit beaucoup de choses, mais je vais faire une proposition plus pratique. Comme on l'a dit, on peut faire beaucoup de choses grâce aux processus et il a fallu que nous mettions en œuvre des processus. Nous allons obtenir des résultats. Il fera l'objet de documentation en décembre, et ce résultat sera mis en œuvre par les gouvernements. Mais il me semble que nous devrions considérer la possibilité d'avoir un processus complémentaire par rapport au processus purement gouvernemental et établi au niveau purement gouvernemental. Je crois que c'est intéressant. Nous avons que le président de l'Assemblée générale doit organiser la contribution faite par les parties prenantes qui ne viennent pas du niveau gouvernemental. Cette consultation me semble être une mesure appropriée. Nous avons eu une expérience avec des groupes de la Société civile dans la première réunion du WSIS à Genève et cela a eu pour résultat 96 recommandations. Quand on a eu le premier document sur cela, il y avait eu 92 des recommandations qui avaient été tout à fait ignorées. Et quatre des recommandations apparaissaient dans un langage assez vague et n'apparaissaient que dans certains paragraphes. Cela signifie que les consultations, le processus de consultations est un mécanisme qui est faible pour obtenir des résultats. La conclusion à laquelle on est parvenu à Genève avec les organismes de la Société civile, on s'est dit : « OK. Ils



---

ignorent nos contributions. Nous allons donc créer nos propres documents.» Et nous avons négocié cela avec le Comité intergouvernemental qui était en vigueur à l'époque. Nous avons présenté devant ce comité notre propre déclaration qui était la déclaration de la société civile. Ce n'était pas un document officiel du Sommet, mais cela faisait état d'un bon nombre des idées de la Société civile. Et beaucoup de personnes qui avaient lu les deux documents, celui des gouvernements et celui de la Société civile, beaucoup de personnes ont vu que l'on utilisait un langage où l'on disait que les choses pouvaient être faites alors que la Société civile avait une modalité d'expression où l'on disait ce qu'il fallait faire, non pas ce que l'on pouvait faire.

Je crois qu'en plus des réunions intergouvernementales ayant eu lieu à New York, nous pouvons avoir en parallèle des séminaires, des tables rondes, des réunions pour pouvoir mettre en œuvre certaines conclusions, certains des messages issus de la table ronde et une série de huit ou dix tableaux qui avaient été organisés en tant que réunion non gouvernementale peuvent servir de base pour les documents des parties prenantes qui ne sont pas des parties prenantes au niveau gouvernemental et présenter cela au gouvernement ; leur dire – dire au gouvernement : « Nous avons un processus. Nous pouvons nous organiser en tant que partie prenante non gouvernementale. Quelle peut – être notre contribution à ce processus ? »

Si le processus de contribution est tellement ouvert, tellement transparent, nous le savons, dans les réunions de l'ICANN ou de l'IETF, cela ne sera pas nécessaire. Mais si nous voyons des réunions

---

intergouvernementales traditionnelles qui sont faites à huis clos où l'on négocie à huis clos, je crois que cette autre voix serait une voix possible pour faire entendre nos voix. Nous reconnaissons que les processus intergouvernementaux, enfin, doivent être faits suivant les normes de procédures. Personne ne peut changer ces règles de procédure de l'Assemblée générale des Nations unies, mais nous pouvons présenter nos opinions de façon organisée.

BILL DRAKE:

Bien. Juste à temps. Est-ce qu'il y a quelqu'un dans la salle qui voudrait dire quelque chose ? Rapprochez-vous du micro qui est ici à l'avant de la salle. Je sais que nous avons un temps limité. Je vous demande donc d'être précis dans vos commentaires ou dans vos questions.

Bien, je ne sais pas si vous pouvez l'aider, si le micro est allumé... Oui ? Bon. Voilà.

RAUL ECHEBERRIA:

Je serai aussi précis que tu l'es normalement, Bill.

BILL DRAKE:

Oui. Veuillez vous présenter.

RAUL ECHEBERRIA:

Je m'appelle Raul Echeberria. Je suis vice-président de Global Engagement dans la Société de l'Internet ou pour la participation

---

mondiale, l'engagement mondial. J'ai trouvé très intéressant ce panel. Il n'est pas facile d'avoir un commentaire original que l'on fait devant un panel de gouvernance de l'Internet, mais on a dit beaucoup de choses intéressantes, donc je vous suis très reconnaissant des présentations qui ont été faites.

Je vais me centrer sur quelque chose que Bertrand a dit. C'est quelque chose de très important ce que tu as dit, Bertrand, parce que l'évaluation du WSIS ne concerne pas le WSIS en soi, mais ce que le WSIS ou quelle a été son évolution, ce que le WSIS a fait pour la communauté, partout dans le monde. Dans les dix années, nous avons fait beaucoup de progrès en ce qui concerne la gouvernance de l'Internet parce que c'est un domaine où nous travaillons et nous nous centrons sur cette gouvernance de l'Internet. Mais je crois que l'une des – l'un des points les plus intéressants ou l'une des conséquences les plus intéressantes du Sommet a été la suivante. Dans ces dix années, nous avons développé une nouvelle mentalité d'interaction entre les différentes parties prenantes et cela nous a permis de travailler ensemble non seulement sur la gouvernance de l'Internet, mais sur notre approche collaborative pour travailler sur cette question de la gouvernance. En général, nous parlons du gouvernement, du secteur privé, des communautés techniques, il y a différents projets liés partout dans le monde pour créer des ISP, pour renforcer des capacités, toutes ces questions concernant l'Internet et sa gouvernance.

Toi, tu as signalé quelque chose de très intéressant. C'est une synthèse différente des progrès qui ont été faits, non pas de points

---

spécifiques, mais notre activité dans son ensemble qui est le reflet de la maturité de la communauté.

Je me sens très satisfait de pouvoir dire qu'il s'agit du résultat le plus important du travail de ces dix ans. Mais bien sûr, ce processus a été assez fermé, assez... Si les choses avaient été réalisées autrement, nous aurions la fraise sur le gâteau pour pouvoir parvenir à un changement beaucoup plus important. C'est l'exemple pour d'autres activités humaines pour la mise en œuvre du travail que nous avons fait pendant ces dix dernières années.

Marilia a parlé aussi de cette coopération élargie. On n'a jamais eu un sens unique pour cette expression, et c'est pour cela, justement, que l'on a choisi cette expression. Moi, j'étais dans la vingtaine de personnes qui étaient à Tunis pour négocier cela. Et nous cherchions une expression qui permettrait de rapprocher les différences entre les différentes positions. L'ambiguïté de cette expression était la meilleure solution possible à ce moment-là dans ce concept. S'il y a cet univers parallèle, je crois que c'est le progrès auquel nous avons pu parvenir pendant ces dix ans et qui concerne cette coopération élargie. Mais je peux comprendre les points de vue des autres à cet égard. Nous pouvons peut-être changer notre – le centre de notre réflexion, de notre travail, mais nous ne devons pas donner un sens seul et unique à cette coopération élargie, mais il faut que nous considérions la maturité qui nous a permis de parvenir à cette notion. L'idée n'a jamais été d'apporter une seule signification à cette expression. Nous avons pensé à travailler tous ensemble pour trouver une nouvelle signification avec une – un horizon dans l'avenir. Il se

---

peut que cela, enfin, soit un obstacle pour l'évaluation du WSIS, mais je pense que c'est une évaluation positive que nous devons faire de cela, et je voudrais savoir quels sont les points des vues des membres de la communauté pour voir comment nous allons de l'avant après l'Assemblée générale. Merci.

BILL DRAKE: Excellent. Merci beaucoup, Raul. Walid.

WALID AL-SAQUAF: Bonjour. Je suis boursier de l'ICANN. Tout d'abord, je tiens à dire que je suis d'accord avec tout ce qui a été dit. Mais puisque je viens du monde en développement, j'aimerais revenir chez moi avec un message. L'un des obstacles les plus importants à la participation des pays en développement, ce sont les ressources. Un exemple, c'est qu'un grand nombre de ceux qui ont des idées brillantes voudrait participer à l'IGF, mais ne peut pas. Pourquoi ? Parce qu'il y a des frais qu'ils doivent couvrir. Ce sont des petits détails que nous pouvons ne pas considérer, mais qui pourraient encourager les gens à participer. Nous pensons – réfléchissons à ces choses à des niveaux différents. Et je tiens à signaler la question des ressources.

Les pays en développement ont des problèmes pour participer. Et j'aimerais aussi parler des problèmes dans le cyberspace. Il y a des conférences intergouvernementales qui vont lancer le Forum mondial de la cyberexpertise. C'est une idée intéressante, même si elle n'inclut pas toutes les parties prenantes, car la Société civile n'y a pas fait

---

partie. Mais ce serait intéressant de voir comment on pourrait renforcer nos capacités à travers cette initiative.

BILL DRAKE: Merci, Walid. Nous allons finir la queue d'attente après Costantinos.

CONSTANTINOS KOMAITIS: Merci, Bill. Je suis Costantinos. J'appartiens à Internet Society et j'aimerais attirer l'attention de toutes les meilleures pratiques en matière de forum qui ont lieu à l'IGF. Et l'une des meilleures pratiques concerne le développement de mécanismes de participation pour que les différentes parties prenantes puissent contribuer, partager leurs expériences. Ces informations peuvent être trouvées sur le site de l'IGF. Il y a un délai pour présenter des informations, c'est le 13 juillet. Le processus sera ouvert de toute façon après ce délai pour des participations. C'est une façon pour la communauté de contribuer à façonner les discussions.

Merci beaucoup.

BILL DRAKE: Nous avons un commentaire à distance.

PARTICIPANT À DISTANCE: Nous avons un commentaire d'Avri Doria. Malheureusement, elle ne peut pas être dans la salle, mais elle veut dire qu'elle a été – a participé au renforcement de la coopération pendant des années. Une

---

nouvelle signification va apparaître maintenant qui doit être reconnue.

BILL DRAKE: Megan ?

MEGAN RICHARDS: J'aimerais poursuivre la discussion, mais un point par rapport au renforcement de capacités, et j'apprécie le commentaire qui a été fait parce que c'est important d'aborder cette question.

Je vais vous parler de quelque chose que l'union – que la Commission européenne a travaillé, c'est l'observatoire sur l'Internet mondial – la politique sur l'Internet mondial. Nous essayons d'établir une plateforme qui permettra aux gens d'avoir un meilleur accès à des informations sur la gouvernance de l'Internet. Mais je ne vais pas vous en parler davantage ici, mais j'ai des brochures que je peux vous distribuer. Je vous invite à participer donc à cette plateforme pour faire en sorte que cet outil de renforcement de capacités puisse être amélioré. Je vous encourage à participer.

BILL DRAKE: Maintenant, je vais passer la parole à Peter.

PETER DENGATE THRUSH: Merci, Bill. C'est un grand honneur de participer à un panel comme celui-ci. Je sais qu'il y a beaucoup d'expérience dans cette salle, des

---

gens qui ont contribué à l'organisation de plusieurs événements sur la gouvernance de l'Internet, mais j'aimerais couvrir certains aspects de cette question. Ce panel a été constitué par le Groupe intercommunautaire qui travaille sur la gouvernance de l'Internet. Nous avons une réunion mercredi et nous allons travailler, par exemple, sur la position que devrait avoir l'ICANN par rapport à toutes les questions que l'on a abordées.

Bertrand est correct – est-ce que nous pourrions ne pas participer à certains de ces débats ? Cela pourrait être une position. Nous avons parlé du soutien à l'IGF. Il y a des éléments du WSIS qui devraient être pris en compte. Jimson a parlé d'aider les Nations unies pour renforcer ces réunions dans certains aspects pour pouvoir faire participer plusieurs parties prenantes. On a parlé d'un travail intercommunautaire de l'ICANN dans ce domaine, et cela me fait penser qu'au sein de l'ICANN, nous avons un mécanisme ascendant qui est mis en place et une grande partie du personnel a travaillé dans ce domaine pendant longtemps. Que se passe-t-il avec les nouveaux problèmes qui ont surgi ? Faut-il créer un document avec des principes par rapport à ces sujets de haut niveau ? Serait-il possible de le faire ?

On voit qu'il y a une ambiguïté par rapport à l'utilisation des termes « coopération élargie » ou « coopération renforcée ». Pouvons-nous approfondir ce concept ? Quelles sont donc les possibilités de l'ICANN de participer à ces questions ? Voilà les sujets sur lesquels nous devons continuer à parler mercredi.



---

Maintenant, j'aimerais savoir – j'aimerais que vous preniez, pardon, ce qui se passe actuellement dans le domaine de la gouvernance de l'Internet, ce qui va se passer jusqu'à décembre, à la réunion qui aura lieu à New York pour décider de la reconduction des effets de l'IGF.

Il y a des aspects, donc, que le personnel a évoqués dans un document qui vous a été distribué. On a parlé de la conférence mondiale du cyberspace et on a parlé également d'un panel d'experts qui a été créé en faisant référence au soutien à l'IGF. Il existe un processus complexe qui est décrit dans le document qui a été distribué par le personnel. Il y a eu un document de la Commission de la science et de la technologie au service du développement des Nations unies, et ce document a été la base du débat qui a eu lieu au mois de mai à Genève. Ce document n'a pas de recommandations pour l'IGF ou le WSIS.

Je ne sais pas si mes collègues du panel peuvent répondre à ma question. Devons-nous être d'accord avec ce que l'ONU a dit, avec ce que les observateurs ont dit par rapport à une position générale ? Je ne sais pas si quelqu'un pourrait répondre à cette question...

WOLFGANG KLEINWAECHTER: L'un des problèmes clés de la transition de la fonction IANA – un problème clé, c'est la transition des fonctions IANA, mais nous sommes dans un écosystème qui est plus large et dans une situation qui est plus large. Nous avons dix années d'expérience, mais avec les nouvelles initiatives qui ont vu le jour pendant les dernières années, y

---

compris NETMundial et d'autres initiatives, nous nous retrouvons dans une situation où dans l'avenir 2015-2016, nous allons devoir faire une pause et voir comment nous allons nous réorganiser. Il y a beaucoup de problèmes qui ont vu le jour, beaucoup de questions dont on n'a pas discuté et auxquelles on n'avait pas réfléchi en 2005. Les discussions par rapport à la cybersécurité, c'est une question qui a atteint des niveaux complètement nouveaux.

Le Comité de l'Assemblée générale des Nations unies, le premier Comité de l'Assemblée générale des Nations unies, le groupe d'experts gouvernementaux avaient discuté des questions liées à la cyberguerre, les armes, les cyberarmes, et cela ne figurait pas à Tunis, dans l'Agenda de Tunis. Nous devons trouver le moyen de pouvoir aborder ces questions. Est-ce que cela peut être fait par les gouvernements seulement, pas les organisations non gouvernementales ? Je ne crois pas. Il faut penser donc à un moyen de pouvoir aborder ces questions sur la base des expériences que nous – des leçons que nous avons pu tirer des dix dernières années. La même chose arrive avec l'économie. Je pense que tout le monde est d'accord pour dire que l'économie mondiale n'aurait pu exister sans l'Internet. Maintenant, les grands moteurs sont les compagnies d'Internet, les grands acteurs, Google, Amazon, Facebook, Apple, ce sont les grands acteurs dans ce monde, mais il faut avoir un forum, un endroit où l'on puisse discuter des conséquences de ces changements. Et je ne suis pas rentré dans la question des droits de l'homme parce que je pense que c'est un sujet qui sera discuté dans d'autres forums, dans un autre cadre de dialogue. Nous avons aussi tous les progrès au niveau de la

---

technologie. Tous ces développements techniques nous ont placés dans une autre dimension. Et je ne sais pas si tout le monde comprend cela. Nous sommes confrontés à de nouveaux défis. Nous devons garder l'esprit ouvert et créer des environnements qui nous permettent de trouver des solutions pour ces nouveaux enjeux.

2015, ce n'est pas la fin de l'histoire. Nous avons des années très intéressantes devant nous.

PETER DENGATE THRUSH: Merci beaucoup, Professeur.

Matthew, vous voulez commenter sur le CSTD ?

MATTHEW SHEARS: En ce qui concerne la participation, ce que nous devons comprendre par rapport au WSIS, c'est qu'il s'agit d'une manière de participer différente. Cela veut dire que nous devons penser de manière différente par rapport à notre participation au niveau gouvernemental. C'est bien de se réunir ici et de parler du WSIS, mais nous comprenons – nous savons tous ce que c'est le WSIS. Nous devons travailler au niveau de la gouvernance nationale. Et il y a des réseaux, nous avons la communauté de l'ICANN, les chapitres de l'ISOC, nous avons beaucoup de réseaux qui abordent la question de l'importance des TICs dans le contexte du WSIS.

En ce qui concerne le WSIS – pardon, la réunion de La Haye. Il y a – c'est vrai que le président de cette réunion a mentionné l'IGF, mais il y

---

a eu beaucoup de soutiens au modèle multipartite. Et cela a eu lieu dans le contexte de la cybersécurité.

Deuxièmement, il y a eu beaucoup de reconnaissances par rapport à l'importance des droits de l'homme dans les développements concernant la cybersécurité.

Et finalement, si l'on peut avoir un impact sur le développement économique, il faut parler de l'économie, il faut parler des TICs et comment les technologies peuvent contribuer à ce développement.

PETER DENGATE THRUSH: Merci, Matthew.

Est-ce que quelqu'un pourrait parler ou faire un commentaire ?

PETER MAJOR: Je suis Peter Major. Président du CSTD et j'étais président à l'époque, quand nous avons eu les discussions par rapport à la résolution sur le WSIS.

Vous avez partiellement raison sur le fait que nous n'avons pas fait de recommandations pour la continuation du processus WSIS. Nous avons eu une discussion d'un jour par rapport à un document de 250 pages qui avait été approuvé par la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies comme étant la base des discussions. Et pendant les discussions, il y a eu unanimité – je répète –, un soutien unanime pour

---

la continuation de l'IGF, y compris le soutien de pays qui, dans un premier moment, n'avait pas soutenu l'IGF, c'est important.

En ce qui concerne le modèle multipartite, ce matin, pendant la cérémonie d'ouverture, nous avons écouté les propos – la déclaration d'un pays par rapport au modèle multipartite.

Marilyn a mentionné avant que nous sommes dans un contexte extrêmement complexe. Nous avons beaucoup d'événements au niveau mondial. Nous avons les objectifs de développement durable. Nous avons les mécanismes de financement. Et nous allons avoir, à la fin, la révision WSIS. Nous sommes dans un processus qui est long. Ceci dit, je suis optimiste et j'encourage toutes les parties prenantes à faire entendre leur voix, à faire entendre leurs idées.

Et en ce qui concerne la coopération renforcée, il y a eu une expérience très intéressante dans la réunion de la CSTD. La discussion sur la collaboration renforcée nous a permis de voir quels étaient les enjeux et quels étaient les mécanismes existants et quels étaient les brèches ou les fossés. Il a été intéressant de voir, dans la réunion intersession en novembre, que beaucoup de pays ont reconnu... ces pays ont reconnu le travail qui a été fait, mais ont reconnu aussi des brèches. Mais quelque temps après, les positions avaient changé. Apparemment, nous avons fait un travail correct.

PETER DENGATE THRUSH: Merci beaucoup. Je pense que nous n'avons pas beaucoup de temps. Marilyn, est-ce que vous voulez prendre la parole, faire des commentaires très brefs par rapport à cela ?

---

JIMSON OLUFUYE : Je voulais souligner les points qui ont été soulevés. Il y a l'IGF, nous avons l'association de soutien à l'IGF, et nous devons nous engager à faire en sorte que les gens puissent participer à ces initiatives, qu'ils puissent soutenir ces initiatives afin que toutes les parties prenantes puissent s'asseoir autour de la table pour exprimer leurs opinions et communiquer leurs idées. Cela doit également concerner une prise de conscience. Les pays en développement ne sont pas tout à fait conscients de ce qui se passe. Et c'est le résultat que devrait obtenir le WSIS.

Merci.

PETER DENGATE THRUSH: Marilyn, nous voulons restreindre les commentaires à ce sujet en particulier.

MARILYN CADE: La Commission sur la science et la technologie pour le développement a une mission jusqu'à 2006, à savoir se focaliser sur le rôle de la science et de la technologie pour le développement.

En 2006, les Nations unies ont confirmé, ont décidé, à travers l'ECOSOC, d'ajouter une autre mission. Avant 2006, les gens dans l'industrie appelaient la CSTD « l'espace – le « paradis pour les chercheurs », mais maintenant, cela a changé, et nous savons qu'il y a beaucoup de gouvernements qui se réunissent avec des parties

---

prenantes pour voir ce qu'ils peuvent faire pour renforcer le rôle des TICs dans le suivi du WSIS. Je dois dire que nous devons réfléchir aux moyens de parvenir à reconduire le mandat de l'IGF. En ce qui concerne la science et la technologie pour le développement, cela a un rôle important et il faut penser comment nous pouvons profiter de cela. L'ICANN peut participer, tout comme les gouvernements, à la CSTD. Et c'est un bon endroit pour essayer d'élargir la coopération et renforcer le débat.

PETER DENGATE THRUSH: Merci.

Nous allons passer à in commentaire à distance.

RENATE DE WULF: Ce commentaire vient de Renate de Wulf de l'Ukraine. Les gouvernements sont choisis par les – comment pourrions-nous légaliser la participation légitime d'autres parties prenantes, comme les utilisateurs Internet ?

PETER DENGATE THRUSH: Je ne suis pas très sûr que cela soit en rapport avec le travail de la CSTD. Nous allons essayer d'avancer, de réfléchir à d'autres points que l'on a évoqués dans notre document, à savoir que nous avons – nous allons participer à la réunion internationale – la réunion de l'Union internationale des communications. Et vous aurez remarqué que l'UIT a créé un groupe de travail, le Conseil de l'UIT, et le WSIS. Nous avons reçu une participation à participer à ce groupe pour

---

analyser quels sont les défis liés à l'installation des points d'échange Internet, les IXPs. Ces présentations doivent être envoyées au mois de – avant le mois d'août. Vous vous rappellerez qu'à la réunion des plénipotentiaires, cette question a été soulevée et il y avait eu des protestations dans le sens que l'UIT n'avait pas de rôle à jouer par rapport à l'IXP et que l'UIT ne devait pas être un organe de normalisation par rapport aux IXPs.

Marilyn, qu'est-ce que vous en pensez ?

MARILYN CADE:

Je voudrais dire d'abord que pendant la dernière réunion, le groupe de travail du Conseil de l'UIT par rapport au WSIS, qui se réunit de manière ouverte, et le groupe qui traite des questions de politiques publiques au niveau international, qui se réunit à huis clos, il y a eu des discussions très importantes et il y a eu une proposition faite par les États-Unis et soutenue par l'Union européenne, de l'Afrique et d'autres gouvernements qui sont ici présents dans la salle pour lancer un appel à ouvrir le groupe de travail du Conseil sur la politique publique en matière d'Internet.

Et j'ai été surprise de voir que dans la dernière réunion, il a été décidé de mener un processus de consultation ouvert où – qui comportera une consultation d'une journée, en plus des consultations qui seront envoyées par écrit où les parties pourront se réunir pour discuter. Le Groupe de travail va se réunir pour considérer ces commentaires. Le fait que cette consultation ouverte puisse avoir lieu et qu'elle ait été



---

validée par les états membres de l'UIT et du Conseil est un événement majeur, c'est un grand progrès vers l'ouverture. D'autre part, nous avons décidé également que toutes les présentations seront disponibles sans mot de passe, ce qui permettra aussi que tout le monde puisse lire ces opinions.

Comme dirait l'ancien président Clinton, nous trébuchons dans la bonne direction. C'est un petit pas, mais c'est à la fois un pas majeur.

PETER DENGATE THRUSH: Merci, Marilyn.

Bertrand.

BERTRAND DE LA CHAPELLE: Il nous reste quelques minutes pour aborder cette question qui comporte bien d'autres aspects. Et nous devrions passer toute la journée, toute la semaine à parler. Ce que Marilyn a dit représente une évolution surprenante. Je suis tout à fait d'accord : c'est quelque chose de merveilleux. Sauf que la première réunion des plénipotentiaires de l'UIT à laquelle j'ai participé en 2006 avait un groupe de travail qui avait fait une résolution où on établissait le concept de groupe de travail par rapport à la participation d'autres acteurs aux activités de l'UIT. Et cela a été approuvé par tous les participants du groupe, y compris la Chine et autres. Et devinez quoi ? Quand on a obtenu la réunion après, le Groupe de travail ne pouvait pas assurer cette ouverture et se mettre d'accord sur cette position.

---

Dix ans plus tard, je suis ravi de voir qu'il y aura une consultation ouverte pour savoir comment rendre plus ouverte cette participation.

J'ai participé aux représentations de la France, au Groupe de travail sur les politiques de l'Internet, et le contraste entre le manque de discussion au sein de ce groupe et d'autres groupes qui se disaient « ouverts » était vraiment surprenants. Et cela va à l'encontre des gouvernements eux-mêmes. Je suis donc très de voir que cette décision a été prise. Ce n'est pas une critique à l'UIT en elle-même, car l'UIT a beaucoup progressé dans d'autres domaines.

Dans la préparation de la révision WSIS+10, les consultations étaient ouvertes, des forums ont été organisés tous les ans où l'on s'assure que tous puissent participer. C'est une évolution, comme Marilyn l'a dit, une évolution très positive qui sera très bénéfique pour tous.

Le fait que les groupes soient limités à une catégorie de parties prenantes va à l'encontre des autres catégories. Et je tiens à souligner que quand on voit la façon dont on prépare les documents intergouvernementaux, il faut tenir compte des expériences qui ont bien fonctionné.

Le WGIG, le Groupe de travail sur la gouvernance de l'Internet du WSIS a produit deux documents : la définition de gouvernance de l'Internet et l'IGF. Cela est venu d'un groupe multipartite qui a été approuvé par les gouvernements.

J'ai participé à titre personnel à deux recommandations qui ont été rédigées au Conseil de l'Europe. Et Wolfgang a travaillé également à ce

---

groupe, où un petit groupe multipartite de cinq personnes a préparé deux recommandations qui ont été par la suite approuvées et validées par le Comité des ministres. Et cela a fonctionné. Une recommandation concernait les principes et l'autre, l'universalité de l'Internet et la responsabilité des états. Cela peut être fait. Cela est possible.

La participation des parties prenantes a quelque chose qui sera approuvé par le gouvernement, peut se faire en respectant les fonctions des uns et des autres.

C'est une méthodologie opérationnelle qui, malheureusement, n'est pas considérée comme valable pour la préparation du WSIS+10. Est-il trop tard ? Est-il possible de suggérer aux facilitateurs de créer un petit groupe de cinq ou dix personnes venant de différentes unités constitutives, de différents acteurs dont la fonction exclusive sera – ne sera pas de préparer la résolution, mais plutôt de préparer les contributions qui pourront enrichir cette recommandation.

PETER DENGATE THRUSH: Bertrand, pardon de vous interrompre. Nous ne parlons pas tout à fait des IXPs. Nous allons parler du dernier point : l'initiative NETMundial.

C'est très intéressant parce que cela a été – cela a donné lieu à des controverses assez intéressantes avec le soutien de l'ICANN, après la réunion de NETMundial. Et en février, nous avons écouté la personne de l'ICANN dire que le Conseil de coordination de NETMundial avait

---

été créé, qu'on avait attribué des sièges à l'ICANN, à nic.br et au Forum économique mondial et pour l'IGF.

Il y a eu une réunion – il y a eu des reproches de la part de l'ISOC et d'autres organisations qui ont exprimé leurs inquiétudes par rapport aux termes de référence de NETMundial. Une première réunion de ce conseil a eu lieu. Nous avons aussi des panélistes, par exemple Wolfgang pourrait y faire référence. Je pense que le Conseil s'est réuni; vous avez participé à une de ses réunions. Y'a-t-il des implications du point de vue des fonds ?

**WOLFGANG KLEINWACHTER:** Oui. Tout a commencé à Sao Paulo au mois d'avril. Il y avait des sujets vraiment très importants. Il y avait beaucoup d'enthousiasme. Et les gens ont pensé que cela allait disparaître. Le document auquel on a abouti à Sao Paulo était très intéressant, mais on avait eu peur que ce document ne fasse pas après l'objet d'un suivi. C'est pour cela qu'on a pensé qu'il serait intéressant que l'on fasse un suivi de cela, et c'est comme ça que l'initiative NETMundial a vu le jour.

C'est un nouveau territoire. Ce n'est pas un autre IGF, c'est une plateforme où l'on peut travailler sur d'autres projets. L'IGF n'est pas un service de voyages, c'est une opportunité pour parler des projets qui peuvent être mis en œuvre, c'est pour des projets de mise en œuvre. Ce que l'on a pu faire à la conférence de Sao Paulo, c'est justement cela. La première réunion de ce groupe a eu lieu il y a trois mois. La première réunion officielle aura lieu à Sao Paulo où l'on

---

adoptera les premiers documents de base, les termes de référence et certaines orientations générales pour les projets. Il y aura ensuite une deuxième réunion au Brésil avant l'IGF parce que le Brésil a pris le dessus dans les questions relatives à la gouvernance de l'Internet.

Marilia et Bill font partie du Conseil, ils font partie du Groupe de travail spécial — il y a plusieurs groupes de travail spéciaux. C'est eux qui peuvent vous donner davantage d'informations sur cette réunion.

PETER DENGATE THRUSH: Bill, Marilia, je crois que vous avez une minute pour faire un commentaire sur ce qui a été dit.

MARILIA MACIEL: Je voudrais peut-être ajouter des informations sur la transparence qui a été l'un des principes directeurs adoptés dès le début. Toutes les communications, tous les procès-verbaux des réunions, toute l'information disponible sur le site Web, notre communication est publique en totalité. Si vous voulez voir les procès-verbaux, ils sont disponibles.

Nous avons créé trois groupes de travail. Il y en a un qui doit s'occuper de la gouvernance et du rôle du Conseil du Secrétariat. Ce document sera présenté pour la consultation publique. Il en va de même du document où nous présentons les critères pour que les gens puissent présenter leur projet sur la plateforme de l'initiative de NETMundial pour que tous les documents publiés soient disponibles pour le public

---

et que tout le monde puisse donner son opinion, faire des commentaires, et que ces commentaires soient intégrés dans les documents futurs.

Il y a donc beaucoup d'occasions pour que vous puissiez participer et que vous puissiez façonner cette initiative.

PETER DENGATE THRUSH: Merci. Bill.

BILL DRAKE: L'initiative a un calendrier, a un cadre de temps, une structure temporaire qui va jusqu'à l'année prochaine. Personnellement, j'espère que l'on verra une évolution d'une coopération plus proche entre NETMundial et l'IGF à plusieurs égards pour que tout le monde puisse participer de façon plus active à toutes ses activités.

PETER DENGATE THRUSH: Merci. Jimson et puis Marilyn. Je ne sais pas si vous voulez faire des commentaires par rapport à la place qui était réservée – le siège qui était réservé à l'IGF...

JIMSON OLUFUYE: Je crois que c'est une bonne chose de comprendre que le NMI, tel qu'il est maintenant, représente les parties prenantes comme les entreprises et la société civile. Nous devons rappeler cela, le reconnaître, et le mettre en – le relier aux bases.

---

Il n'y a pas que le Conseil qui doit exister, il faut que tout cela soit transmis et qu'il y ait une reconnaissance du modèle de l'ICANN qui concerne la participation ascendante, c'est-à-dire que les entreprises de pays en développement sont aussi des facteurs qu'il faut consulter.

Je pourrais dire aussi que l'ICANN devrait donner son soutien à l'IGF, la poursuite de son travail, le Groupe de coopération de la CSTD, parce que la question du renforcement de la coopération est tout un thème qu'il faut continuer – dont il faut continuer à débattre, et il faut enrichir ce dialogue.

PETER DENGATE THRUSH: Merci beaucoup. Dernière contribution parce que nous devons finir cette séance. Marilyn.

MARILYN CADE: Ce n'est pas un secret que l'annonce de l'initiative du NETMundial a soulevé certaines questions et a présenté certaines difficultés pour certaines personnes quant à la place qui nous avait été attribuée. Lorsque nous parlons aussi du secteur des entreprises, cela a été le cas aussi parce qu'il y a eu plusieurs demandes qui ont été faites, il y a eu plusieurs lettres qui sont même disponibles pour la consultation publique sur la base de ce que disait la Chambre des commerces internationaux où l'on soulevait différentes questions.

---

C'est un débat qui est toujours en cours et cela concerne certaines questions. Les représentations de l'initiative de NETMundial veulent établir un dialogue avec les représentants de l'industrie.

Il y a eu un espace réservé à la présidence du MAG, le Groupe de multiples parties prenantes. Ce groupe consultatif des multiples parties prenantes, s'il participait à l'initiative de NETMundial, devait prendre ce siège alors que l'objectif principal demandait de planifier l'IGF.

Alors, différentes questions ont été soulevées par les membres du MAG pour savoir s'ils devaient accepter cet espace, cette position, et l'on a dit qu'il pourrait y avoir des conflits d'intérêts dans les différentes fonctions du MAG.

Moi, je fais partie de ce groupe consultatif. Et tous ces membres ont essayé d'établir une coordination entre Janis Karklins et notre secrétariat, Chentegai Masango, sans avoir à prendre une position officielle au sein du Conseil.

Comme on l'a dit dans le panel, il faudrait qu'il y ait une coordination plus grande entre le NMI et l'IGF. Et je dirais qu'en tant que membre du MAG, je ne suis pas là parce que je pense que l'IGF a différentes entités qui voudraient continuer à participer et qu'il faudrait qu'il y ait des débats au sein du MAG à l'avenir.



---

PETER DENGATE THRUSH: Merci à vous tous. Je vous rappelle qu'il y a une autre séance mercredi. Mais maintenant je vous demande de remercier notre merveilleux panel.

[APPLAUDISSEMENTS]

NIGEL HICKSON: Je voudrais faire une annonce. Je voudrais remercier Peter et Bill et le Groupe de travail. Merci beaucoup à vous tous qui êtes venus participer parmi nous. Merci au personnel. Merci aux techniciens.

Et je vous prie de venir mercredi à 17 h 30 pour poursuivre ce débat.

Merci beaucoup.

**[FIN DE LA TRANSCRIPTION]**